



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Contrat de délégation de service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera - Avenant n°3 - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié par contrat de délégation de service public à VEOLIA Eau - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX l'exploitation de son service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration MAERA par contrat déposé en Préfecture le 17 décembre 2014, ayant pris effet le 1er janvier 2015 pour une durée de 7 ans, et complété par deux avenants.

Conformément à l'article L.3135-1 1° du Code de la commande publique, l'article 3 de la convention, l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique un troisième avenant au contrat de délégation est proposé au Conseil.

Dans le cadre de l'urbanisation et l'aménagement du territoire métropolitain seize nouveaux postes de relèvement ont été intégrés au système de collecte des eaux usées.

Il est proposé de confier l'exploitation ces ouvrages au sein du périmètre du contrat Collecte MAERA à compter du 1^{er} mars 2021 au titre du Contrat.

Dans la même dynamique il est proposé d'abandonner l'exploitation de six postes de relevage devenus obsolète dans le cadre de l'évolution du système de collecte des eaux usées de la Métropole.

Enfin, il est prévu que les dispositions de l'article 47.2 du Contrat relatives à la coopération décentralisée soient abrogées à compter du 1er mars 2021.

Pour tenir compte de l'ensemble de ces éléments, la rémunération du Délégitaire, prévue à l'article 57 du contrat, doit être révisée. Après négociation, les parties ont convenu que la rémunération du délégataire doit être portée de 0,2553 € HT/m³ à 0,2447 € HT/m³ (valeurs 2015) à compter du 1^{er} mars 2021.

Cette modification de périmètre conduit donc à une baisse de la rémunération du titulaire du contrat relatif à la collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration MAERA de 0,0106 € HT/m³ (valeur 2015). Cette baisse sera traduite toutefois par une hausse de la rémunération du titulaire du contrat relatif au traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA qui n'aura cependant aucun impact tarifaire sur la facture d'assainissement des usagers.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite également adapter le montant de la dotation annuelle pour l'innovation et la recherche, prévue à l'article 6 du Contrat, qui sera porté à 50 000 € HT (valeur 2015) à compter du 1er janvier 2022.

Le plan prévisionnel des opérations de renouvellement prévu à l'article 50.3.1 du contrat est mis à jour dans l'annexe 1 de l'avenant, concernant les années 2021 et 2022 pour tenir compte de la prolongation du contrat. Par ailleurs, la dotation annuelle, au titre du renouvellement des branchements, prévue à l'article 50.3.2 du Contrat est portée à 62 950 € HT en valeur de base.

Les Parties ont également décidé de prolonger le contrat d'une année, soit jusqu'au 31 décembre 2022 afin d'une part, de garantir la continuité du service public et d'autre part, de ne pas faire peser sur les usagers une augmentation significative du prix de l'eau.

Cet avenant a un impact de 14 % sur le chiffre d'affaires initial actualisé du contrat. Ces dispositions sont sans effet sur le tarif de l'assainissement payé par l'utilisateur.

La Commission de Délégation de Service Public du 21 janvier 2021 a rendu un avis favorable, conformément à l'article L.1411-6 du Code général des Collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de l'avenant n°3 au contrat de délégation du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153236-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPR
- CEP
- Avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.